
L’ignorance d’une partie importante de la discussion française dont est issue l’œuvre de Poulanzas, ainsi que l’absence de contributions s’attaquant à sa réception en Grande-Bretagne (outre Milliband et Jessop, pensons notamment à Stuart Hall), en Amérique latine (par exemple Ernesto Laclau) et dans les recherches économiques (comme dans la théorie de la régulation) nous laissent un étrange sentiment de provincialisme. La monographie d’Alex Dimirovic, dont la première partie est une réédition retravaillée, peine à faire contrepoint. Tandis que sa contribution à Poulanzas lesen se restreint à la discussion allemande (Poulanzas VS Wolfgang Abendroth et Johannes Agnoli), son livre ne va guère au-delà d’une reconstruction et d’une critique immanente. Ainsi le
constat d’une unité de poststructuralisme et marxisme (p. 9) chez Poulantzas reste flou, faute d’une discussion avec des auteurs poststructuralistes. Les thèses citées, issues du département de sciences sociales de l’université de Francfort, où l’auteur enseigne, lui semblent apparemment plus importantes. Le premier chapitre est consacré au « cadre épistémologique et socio-théorique » (p. 22) de Poulantzas. Alors que Lacan a su leur adresser quelques critiques (« The Specificity of the Political: The Poulantzas-Miliband Debate », *Ecology and Society* 4/1, 1975), Demirovic se borne à les exposer. Il s’attaque ensuite à la question des classes, en nous en faisant redécouvrir la lacune bien connue : la « détermination relationnelle des classes par la lutte des classes » (p. 43) est moins l’idée de Poulantzas qu’une reprise de la thèse d’Althusser selon laquelle il faut « mettre la lutte des classes au premier rang » (Riposte à John Lewis, p. 30). Les premières idées fortes de Demirovic se trouvent dans son chapitre consacré à l’État. Il y reproche justement à Poulantzas de courir le risque de « dissoudre l’État [...] dans les rapports de production et d’élargir leur concept à un concept vaste et ‘politique’ de la séparation sociale du travail » (p. 72), ainsi que d’avoir négligé les questions portées par Gramsci concernant la formation du bloc historique et de l’hégémonie. Dans une longue discussion de la thèse poulantzasienne selon laquelle l’État capitaliste consiste dans « la condensation matérielle d’un rapport de forces entre classes et fractions de classe » (L’État, le pouvoir, le socialisme, p. 141), Demirovic soutient qu’il faut concevoir la structure étatique même comme une condensation des rapports de force. Discutant ensuite différentes formes du pouvoir bourgeois et de l’État autoritaire, la première partie du livre se clôture sur le constat que Poulantzas est incapable de saisir les « procès de dé-égitimation » (p. 174) néolibéraux. La deuxième partie est consacrée à « quelques aspects de la théorie materialiste de l’État à la suite de Nicos Poulantzas » (p. 193). L’auteur y affirme que ce dernier était capable de justifier l’autonomie relative de l’État et défend sa thèse de la séparation sociale du travail. Dans le dernier chapitre, Demirovic discute des théories qui essentiellement de prendre en compte l’internationalisation et la transformation de l’État national, telles que celles proposées par Manuel Castells, Toni Negri, etc.

Allant dans le même sens, Autoritätserkrankungen im Neoliberalismus s’interroge sur la question de savoir si le concept d’État autoritaire « présente une explication appropriée des procès actuels de transformation étatique » (p. 10). Sous cette étiquette, John Kannankulam saisit un déplacement du pouvoir de la sphère législative à la sphère exécutif, une fusion progressive des trois pouvoirs et une perte des fonctions des partis politiques en faveur des réseaux de pouvoir parallèles. Sur fond de réconciliation entre les différentes approches théoriques, que nous avons déjà pu voir dans sa contribution à Poulantzas lesen, l’auteur soutient que « la (re-)montée de la fraction néolibérale du capital fi-

L’État, le pouvoir, le socialisme, paru en 2002 (chez VSA à Hambourg), sont les symptômes d’une Renaissance du débat sur l’État capitaliste en Allemagne. Il ne réussira à pallier le manque de concept duquel souffre la science politique à cet égard qu’en combattant ses propres lacunes, qu’elles soient de nature théorique ou empirique. Sur ce dernier point, Kannankulam trace la voie à suivre.

Kolja LINDNER